

Le budget—L'hon. Marcel Lambert

bilité de la supprimer au cours de la campagne électorale, puis de voir disparaître la taxe moins d'une semaine après les élections.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Nous avons alors un nouveau mandat: cela changeait considérablement la situation.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mandat, mon œil! Vous n'aviez un mandat que de deux provinces, pour ce qui est du gouvernement. Maintenant, on diminue de 6 p. 100 la taxe sur les matériaux de construction. Je me demande pourquoi on a pris seulement cette mesure bancale. Puis on réitère la suppression de la taxe de vente sur certains types d'engins de construction, sur le matériel de distribution d'eau dans les municipalités et sur un certain nombre d'autres choses. C'est très joli, mais il ne faut voir là encore que la conséquence de la latitude considérable dont disposait le ministre grâce à l'excédent massif de recettes du gouvernement. Le ministre n'a-t-il pas prédit un déficit de 450 millions de dollars en mai dernier? En septembre dernier, l'excédent des recettes budgétaires était de 560 millions de dollars, au total un milliard de dollars. Le ministre se déclarait prêt à suivre les instructions du discours du trône—les dépenses gouvernementales allaient être réduites. Comment va-t-il absorber ce milliard de dollars? Je serais très curieux de l'apprendre.

Il me reste bien peu de temps, mais je voudrais dire tout simplement qu'après avoir évoqué un consensus et tellement parlé d'inflation, le ministre et le gouvernement auraient dû, me semble-t-il, faire confiance aux Canadiens et les inviter, en se les associant, à lutter contre l'inflation. Les premiers ministres provinciaux ont lancé un appel au premier ministre, qui l'a rejeté en disant que les premiers ministres provinciaux étaient des impuissants. Quelle injure! Et pourtant, une semaine plus tard, il les invitait à un déjeuner prolongé. Ce n'est pas le moyen de régler le problème de l'inflation, si c'est le problème le plus important énoncé dans le discours du budget. La solution d'un tel problème demande une préparation, des appels à une action concertée, non seulement entre les gouvernements, mais avec le concours de l'industrie, des syndicats et de tous les Canadiens. Voilà comment on obtient un consensus.

● (1610)

Or, madame l'Orateur, que fait le gouvernement? Il se cache la tête dans le sable. Il espère que le problème de l'inflation pourra être balayé sous le tapis. Il applique ici et là des cataplasmes dans l'espoir que les gens vont être apaisés par les douceurs du budget. C'est pourquoi la motion a été rédigée de cette façon. Nous reconnaissons que le budget comporte de bonnes choses.

M. Gillies: Il n'y a rien.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Mon collègue dit qu'il n'y en a pas. Je dirais tout simplement que certaines choses plaisent à quelques contribuables, mais en ce qui concerne le problème de l'inflation, il n'y a absolument rien.

M. Cullen: Qu'allez-vous faire?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ce que je vais faire? Le ministre avait le verbe haut tantôt au sujet d'un mandat. C'est votre problème.

M. Cullen: Ce n'est pas une réponse. Nous voulons savoir ce que vous pensez.

[M. Lambert (Edmonton-Ouest).]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le présent gouvernement a été élu. S'il veut que l'opposition lui fournisse la solution, c'est tout autre chose. Mais c'est une façon fort étonnante et ridicule de s'occuper du problème. Le présent gouvernement a été élu pour gouverner et il nous demande maintenant ce que nous ferions. Quelle façon d'agir! Cette motion révèle que rien n'est fait pour régler le problème de l'inflation. Dans ses dispositions relatives aux industries extractives, elle cherche à diviser le pays et à frapper au cœur même de la confédération. Madame l'Orateur, je recommande cette motion à tous les députés, ceux qui veulent y réfléchir, ceux qui ne se contentent pas d'une adhésion aveugle et rénale aux politiques du gouvernement.

M. W. Kenneth Robinson (Toronto-Lakeshore): Madame l'Orateur, c'est un grand honneur pour moi de participer au présent débat sur le budget. Je crois que ce budget est un des plus importants et des plus difficiles jamais présentés par un ministre des Finances du Canada. Il nous est soumis à une époque où la situation financière et économique internationale se trouve tumultueuse et confuse, où la frustration et le désespoir se manifestent de plus en plus et où l'activité économique accuse un ralentissement sensible, tandis que l'inflation continue à faire rage et que les déficits de la balance des paiements des pays importateurs de pétrole atteignent des niveaux qui pourraient être catastrophiques.

Il est vrai que le Canada n'a pas été aussi durement atteint que de nombreux pays en ce qui concerne les importations de pétrole et les mauvaises récoltes, les principales causes de cette situation internationale difficile, mais il n'en reste pas moins vrai, en raison de notre situation parmi les grands pays commerciaux du monde, que nous sommes extrêmement vulnérables aux répercussions imprévisibles des événements économiques internationaux. Étant donné cette situation incertaine et malencontreuse à l'étranger, la tâche ordinairement ardue du ministre qui doit donner le ton et diriger le Canada sur le plan économique et fiscal est devenue infiniment plus lourde. Toutefois, j'estime qu'il a réussi admirablement.

Madame l'Orateur, ma formation m'a rendu compétent en plusieurs domaines. Toutefois, les quelques cours d'économie politique que j'ai suivis à l'université, et mes tentatives pas toujours fructueuses d'administrer le budget familial, ne suffisent pas à me permettre d'analyser le budget présenté lundi soir de façon aussi approfondie que j'aimerais le faire. Il y a néanmoins plusieurs députés des deux côtés de la Chambre qui possèdent bien les compétences pour ce faire et je suis impatient d'entendre leurs observations, que j'écouterai avec intérêt et avec beaucoup d'envie. Pour ma part, j'aimerais traiter du budget sous l'angle de ses répercussions sur les électeurs que je représente.

La circonscription de Toronto-Lakeshore, que j'ai l'honneur de représenter, se situe dans le borough d'Etobicoke, l'un des six boroughs qui se partagent la région métropolitaine de Toronto. L'ennui qu'il y a à représenter une circonscription torontoise, c'est que tout le monde vous range dans le même sac que les vingt et quelques autres circonscriptions de la région torontoise. Or, bien que toutes les circonscriptions de la région métropolitaine aient en commun de nombreux problèmes et intérêts, l'intensité et la gravité de ces problèmes diffèrent d'une circonscription à l'autre, et bien que les gens ne s'identifient pas naturellement à un district électoral fédéral comme tel, ils s'identifient bel et bien aux localités et aux quartiers qui composent ce district. C'est à l'intérieur de